

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/IP/3  
30 septembre 2002

(02-5221)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce  
Session extraordinaire**

## TROISIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DES ADPIC

### Rapport du Président, M. l'Ambassadeur Eui-yong Chung, au Comité des négociations commerciales

1. La Session extraordinaire du Conseil des ADPIC a tenu sa troisième réunion le 20 septembre 2002, sur la base de l'ordre du jour figurant dans l'aérogramme WTO/AIR/1889. Les points de l'ordre du jour étaient les suivants: négociation sur l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins et spiritueux; statut d'observateur des organisations intergouvernementales; et autres questions.
2. Premièrement, deux nouvelles communications ont été présentées: la première était présentée conjointement par l'Argentine, l'Australie, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, El Salvador, les États-Unis, le Guatemala, le Honduras, le Japon, la Namibie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la République dominicaine et le Taipei chinois (TN/IP/W/5); la seconde était présentée conjointement par l'Argentine, l'Australie, le Chili, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande (TN/IP/W/6).
3. Deuxièmement, la Session extraordinaire a examiné la question des "mécanismes" d'un système de notification et d'enregistrement, y compris des questions telles que les procédures de la notification, d'opposition, d'enregistrement et de la modification, ainsi que les questions de coût et le rôle éventuel du Secrétariat; ces points ont été discutés avec la troisième catégorie de questions identifiées par le Président dans sa note informelle de juin 2002 (JOB(02)/49), à savoir, ce que l'on entend par "système de notification et d'enregistrement". Aux fins de la discussion, le Secrétariat de l'OMC avait distribué une note sur les "systèmes multilatéraux de notification et d'enregistrement" (TN/IP/W/4), établie avec l'aide du Bureau international de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Le Bureau international de l'OMPI a été invité à être représenté en qualité d'expert pour la discussion sur cette question spécifique. Comme l'avait proposé le Président, la discussion sur la question des "mécanismes" s'est articulée de la manière suivante: procédures, coûts et rôle éventuel du Secrétariat. Même si les positions sont restées divergentes sur la nature et les coûts du système futur, les arguments avancés par les délégations, en particulier ceux qui concernaient les "aspects techniques" et les problèmes concrets, pouvaient être considérés comme utiles.
4. La Session extraordinaire a ensuite abordé successivement les autres catégories de questions identifiées dans la note informelle du Président et déjà discutées à la réunion de juin: définition de l'expression "indications géographiques" et indications géographiques susceptibles d'être incluses dans le système; et l'objectif du système de notification et d'enregistrement. Faute de temps, la discussion sur la question de la "participation" a été repoussée à la réunion de novembre.

5. Il a été demandé au Secrétariat de l'OMC d'établir pour la réunion de novembre un inventaire descriptif des points soulevés par les délégations. Le Président a vivement engagé les participants à faire autant de propositions que possible, sous forme de dispositions conventionnelles, à la réunion de novembre.

6. S'agissant du statut d'observateur pour les organisations intergouvernementales, la session extraordinaire est convenue de revenir sur cette question à la réunion de novembre en tenant compte de toute action entreprise par le CNC ou le Conseil général.

---